

KARIM TABOU AU SOIR D'ALGÉRIE :

«La dépression politique et sociale s'accroît»

Premier secrétaire national du FFS depuis le quatrième congrès, M. Karim Tabou évoque dans cet entretien les questions politiques et économiques du pays. Le pôle démocratique, l'initiative à trois, les sénatoriales, la LFC..., autant de sujets débattus.

**Entretien réalisé
par Abder Bettache**

Le Soir d'Algérie : En tant que force d'opposition, vous tardez à faire votre entrée sur la scène politique. Peut-on en connaître les raisons ?

Karim Tabou : Depuis la réintronisation de Bouteflika, le pays vit une période de repli et de régression politiques. Les menaces et les atteintes envers le pluralisme et les libertés se précisent. La dépression politique et sociale de la population s'accroît, elle qui a vécu le dernier scrutin présidentiel comme un coup d'assommoir. La multiplication des cas de suicide, la montée en puissance de la violence dans les quartiers, sur les routes et dans les stades atteste de l'ambiance de colère et de violence qui règne.

L'opposition est toujours dans son rôle, elle est en phase de réflexion et d'adaptation au contexte extrêmement difficile et contraignant qui lui est imposé après ce début du 3^e mandat de Bouteflika.

Concrètement, quelle lecture fait le FFS de la situation politique du pays ?

Le pouvoir manque totalement de

volonté, d'initiative et d'imagination pour répondre aux défis économiques et financiers et aux contestations sociales de plus en plus nombreuses qui secouent le pays. Il refuse de gérer pacifiquement les conflits. Il refuse toute médiation moderne. Il ne veut ni d'une société politique, ni d'une société civile. Pis encore, il n'hésite pas à réprimer la population avec une grande sauvagerie. Vous pouvez remarquer par vous-même dans les investigations que vous faites en tant que journaliste, qu'il y a beaucoup d'Algériennes et d'Algériens à avoir le sentiment qu'ils n'ont pas leur place et qu'ils n'ont plus d'avenir dans le pays.

La harga n'est que la face émergée de l'iceberg de la colère, du désespoir, du ras-le-bol et de la contestation.

La politique du pouvoir actuel est une politique de hasard, elle compromet l'avenir pays.

L'actualité nationale est également dominée par un débat contradictoire sur la chose économique à travers la loi de finances complémentaire. Votre commentaire ?

Quel débat ? Entre qui et qui ? Il y aurait certainement beaucoup de choses à dire sur la loi de finances complémentaire, tant au niveau des procédures institutionnelles suivies qu'au regard de la question de la cohérence de la politique économique, commerciale et financière du pouvoir. Il y a eu une focalisation sur la suppression du crédit à la consommation, alors que l'essentiel se trouve ailleurs.

Vous rendez-vous compte que depuis des années, le pays fonctionne avec deux lois de finances : une loi de finances et une loi de finances complémentaire.

Dans d'autres pays, il n'y a de loi de finances complémentaire que dans des contextes particuliers, d'urgence absolue ou de catastrophes naturelles. Des situations nécessitant la mobilisation de moyens complémentaires. Chez nous, non seulement elle est élaborée pour combler les bricolages du gouvernement, mais elle peut même amender la loi initiale, comme ce fut le cas avec la loi de finances pour 2009.

Pour revenir votre question, la suppression du crédit à la consommation est sans doute regrettable et sera probablement mal vécue par les ménages qui pouvaient y avoir accès. Il aurait peut-être été intéressant de se pencher plus attentivement sur le train de vie de l'Etat, les dépenses somptueuses et les politiques de l'emploi.

Si l'Etat est dans le besoin de faire des économies, qui doit les faire et où les faire ? Pourquoi ce sont toujours les mêmes, c'est-à-dire les plus faibles, qui doivent payer les conséquences des errements économiques et financiers de nos gouvernants ? Comment se fait-il que ce sont toujours les mêmes, c'est-à-dire les plus faibles qui, hier, subissaient les ponctions de salaires, les vignettes automobiles, les licenciements et les départs forcés, qui se voient aujourd'hui frappés par la régression de leurs droits économiques et sociaux, quand ils ne sont pas déjà chômeurs, sans domicile et sans revenus ?

De l'avis même des experts, de tels revirements nuisent à l'économie, à la réputation du pays et à sa crédibilité auprès des partenaires. Force est



Photo : Samir Sid

«La politique du pouvoir est une politique de hasard.»

de constater que l'incompétence le dispute à l'irresponsabilité.

La question de la construction du pôle démocratique a été fortement évoquée par le FFS. Depuis, rien de concret. L'idée est-elle tombée en désuétude ?

Les Algériens sont dans l'attente d'une alternative politique de changement. Aujourd'hui, l'élite nationale est mise en demeure d'engager une réflexion profonde et sérieuse pour construire cette alternative démocratique. Le peuple algérien est prêt à se mettre en mouvement dès lors que des actes concrets sont accomplis dans cette direction.

Les Algériens veulent et peuvent faire le changement. Il incombe à l'élite non compromise avec le régime de trouver les modes d'organisation et d'action qui permettent un regroupement des forces du changement.

Mais rien de concret n'a été réalisé...

La construction d'une alternative politique de changement doit se faire sur une éthique de débat et d'actes politiques. De notre point de vue, l'éthique politique doit être constante, s'inscrire dans la durée.

Nous ne voulons pas d'une éthique provisoire qui varie au gré des intérêts personnels ou des tentations de pouvoir. Le devoir de pédagogie, de vérité, de lucidité et le devoir de rendre des comptes fondent cette éthique.

Il ne s'agit pas d'additionner des sigles ou d'organiser un carnaval prétendument pluraliste de l'opposition. Nous avons l'espoir, au FFS, de partager ce chemin avec les personnalités politiques dont l'engagement en faveur de la paix et de la démocratie ne souffrent aucun doute.

Notre position reste la même, OUI aux alliances avec les personnalités et les forces politiques autonomes, NON aux alliances avec les imposteurs, les galériens et les forçats du pouvoir. Nous espérons faire un chemin avec de vrais démocrates ; nous nous donnerons le temps qu'il faut et nous espérons tracer la route avec des militants conséquents et non courir derrière des fantômes ?

Vous ne craignez pas qu'un éventuel échec de cette démarche puisse être endossé au FFS ?

Le vrai échec serait que le FFS, demain, se reproche des combats qu'il n'aurait pas menés. Vous constaterez que nous résistons toujours et nous nous battons toujours. Le FFS ne pose pas de conditions préalables, il propose un contrat démocratique à

ses partenaires. Le FFS essaye de clarifier les enjeux, il croit fermement qu'il est important pour notre pays comme pour notre parti d'adopter des stratégies nouvelles et novatrices pour faire barrage aux forces rétrogrades, révisionnistes et violentes.

Si le président Bouteflika venait à engager des consultations avec la classe politique, seriez-vous de la partie ?

Le FFS est un parti d'opposition qui milite pour le changement et la démocratie. Il reste ouvert à tout cadre de dialogue ou de concertation qui permette d'avancer réellement vers la démocratie, la paix et la construction d'un Etat de droit. De même, le FFS refuse les manœuvres, les simulacres et les arrangements de coulisses. Que ce soit avec Bouteflika ou avec d'autres acteurs politiques, la position du parti reste constante.

Des rumeurs insistantes font état d'un probable départ de Ouyahia et ses principaux ministres. Votre commentaire ?

Le pays est en panne de projet, l'Etat est absent et la population est livrée à elle-même. Voilà le résultat le plus probant de 10 années de gestion de Bouteflika. A tout moment, Ouyahia peut faire les frais de cette situation. Les mœurs politiques du régime sont maintenant bien connues. Que reste-t-il au chef de l'Etat si ce n'est de multiplier les manœuvres tactiques et les valse de walis, de chefs de daïra, d'ambassadeurs...

Que Ouyahia reste où parte, les jeux de pouvoir continuent de se dérouler dans l'opacité et la rumeur tient lieu de communication politique.

Beaucoup a été dit sur l'initiative à trois (Aït Ahmed - Mehri - Hamrouche). Mais à ce jour, rien de concret n'a été enregistré ? Peut-on savoir pourquoi ?

L'appel à initiatives lancé par les trois personnalités a eu un écho positif, notamment au sein de l'opinion publique, de l'élite non compromise avec le pouvoir, du mouvement associatif et des militants qui militent pour le changement.

A mon sens, cet appel à initiatives a été fait à un moment précis de la situation du pays, et à aucun moment le souci de soi ou les perspectives électoralistes n'ont guidé la décision de faire cet appel. Même si aucune action commune n'a été faite, une convergence objective peut être constatée à l'examen des activités et des prises de positions de ces trois personnalités.

En tous cas, cet appel aura au

moins contribué à maintenir l'espoir chez la population et conforté toutes celles et tous ceux qui refusent de capituler devant la farce et devant la force.

Les sénatoriales se dérouleront dans trois mois. Seriez-vous de la partie ?

Les instances du parti en décideront le moment opportun. En tout cas, le jeu institutionnel actuel est inefficace et n'est d'aucun apport positif aux conditions de vie des citoyens. Ce qui intéresse le FFS aujourd'hui, c'est d'œuvrer à améliorer le cadre de vie des citoyens. C'est le souci constant de nos élus locaux dans les APC et les APW.

Justement, que pensez-vous de l'avant-projet de loi sur la commune ?

Dans le sillage de la loi de l'état d'urgence, l'avant-projet de loi relative à la commune tel que préparé par les services du ministère de l'Intérieur vise à rétrécir davantage le champ social et politique. C'est une loi qui vise à élargir le contrôle de la société au niveau local. Il est illusoire de penser qu'un pouvoir qui refuse l'autonomie et l'autodétermination individuelles puisse promouvoir l'autonomie collective.

Le cas échéant, quelles seraient vos propositions ?

Les municipalités sont les institutions les plus proches de la population. Elles sont quotidiennement confrontées aux problèmes concrets et quotidiens des citoyens mais ne disposent pas d'allocations budgétaires suffisantes et en temps opportun pour pouvoir apporter des solutions durables.

Le gouvernement parle de décentralisation, mais dans la pratique, il transfère aux communes la responsabilité de satisfaire les besoins des populations sans accorder les moyens nécessaires pour exercer cette responsabilité. C'est dans ce cadre que le FFS revendique une décentralisation effective qui doit se traduire notamment par un nouveau code communal qui accorde une autonomie administrative réelle et effective à la municipalité, avec une description détaillée des actes de gestion qui n'ont pas à dépendre du bon vouloir d'un «préfet-flic», par une réforme du système des impôts avec une fiscalité locale restituant à la municipalité une part plus élevée des impôts collectés, mettant en œuvre une péréquation plus équitable entre les communes riches et les communes pauvres et visant à réaliser une véritable autonomie financière des municipalités dans le pays, par un transfert des ressources et des compétences visant à optimiser les résultats grâce à une meilleure complémentarité entre les stratégies et les actions entreprises au niveau local, par une autonomie administrative et financière des municipalités permettant d'accélérer le processus de décision et la concrétisation rapide de ces objectifs, par une coopération municipale internationale.

Le 29 septembre prochain, le FFS commémorera le 46^e anniversaire de sa création. Aït Ahmed sera-il présent en Algérie pour marquer l'événement ?

Comme de tradition, le FFS commémorera son 46^e anniversaire dans la dignité et la fidélité à ses engagements primordiaux.

Malheureusement, M. Aït Ahmed ne pourra être présent en Algérie pour cette commémoration.

A. B.

«PAUSE-CAFÉ»

en... grève

Non au retour du monopole étatique sur l'Internet !

Au lieu de sauver les entreprises privées qui ont permis de casser les monopoles, comme Khalifa Airways, Khalifa Banque, Tonic Emballages, en sanctionnant leurs responsables pour toute atteinte à la loi, mais en protégeant ces entités et leurs emplois, les pouvoirs publics veulent ériger des ANEP (Association nationale des éditeurs pistonnés) partout !

Ici, pendant des années («in» Le Soir d'Algérie 2000» et «Le Soir NT»), je me suis battu pour casser le monopole public sur l'Internet, synonyme de médiocrité et de bureaucratie (époque du très bas débit). Ici, nous avons salué l'ouverture aux providers privés et clairement soutenu cette nouvelle politique du président Bouteflika — oui, nous savons aussi le faire quand il s'agit d'une bonne décision.

Si l'Eepad disparaît, cela veut dire que nous retournerons à la case départ. Ses responsables ne sont pas des intouchables : ce sont des citoyens comme les autres, et il ne faut pas leur accorder de privilèges. Mais, l'Eepad doit être sauvée en tant qu'entreprise.

Les exemples viennent d'autres pays avancés en matière de lutte contre les monopoles.

«Pause-Café» publiera ce message quotidiennement et se met en grève pour dénoncer ce retour inacceptable aux années de plomb.

farahmaamar@gmail.com